

Jean-Paul BRUNET

Le Parti communiste français et l'Internationale communiste

(1920 - 1943)

1. Introduction.

1.a. L'arrière-plan. Dès sa création au début de 1919, l'Internationale communiste s'est particulièrement préoccupée du cas français. Sans doute considérait-elle classiquement que la révolution mondiale, ancrée en Russie, s'étendrait prioritairement en Allemagne et que les structures économiques et sociales de la France, avec ses industries moins concentrées avec sa paysannerie et ses classes moyennes plus étoffées, n'en faisaient pas le champ type de la révolution prolétarienne. Mais de toutes les puissances européennes sorties victorieuses de la guerre, la France était militairement la plus forte, son armée la plus nombreuse, et la "politique d'exécution" (du traité de Versailles) que poursuivit Poincaré en 1923-1924 la fit apparaître aux yeux des communistes du monde entier comme le gendarme de l'Europe. Qu'elle s'effondrât, ou au moins qu'elle rencontrât de graves difficultés, et elle ne pourrait plus s'opposer à l'extension de la révolution qui couvrait en Allemagne. Tel est l'arrière-plan bien connu qui préside à la stratégie de l'IC en Europe occidentale, au moins jusqu'au début des années 1930. Telle est aussi une des raisons pour lesquelles la "question française" fut l'objet d'incessantes discussions et de publications considérables au sein de l'IC.

1.b. Aperçu historiographique.

L'importance du phénomène communiste en France a provoqué, surtout depuis une trentaine d'années, l'éclosion d'une production historique considérable. Jusqu'à une date toute récente, cette dernière se divisait schématiquement en deux grandes tendances : l'historiographie communiste ou paracomuniste, l'historiographie non-communiste. Car quel que

fût le domaine étudié, et même quand il s'agissait d'implantation militante ou de sociologie électorale, le rapport du PCF à l'IC se situait au coeur des divergences et des polémiques. Dans le sillage des dirigeants communistes (les anciens et les nouveaux), les historiens proches du parti s'appuyaient sur l'axiome que la politique du PCF s'était toujours faite en France et que l'IC n'avait jamais exercé de rôle que de conseil : tabou absolu, "point aveugle", qui leur permettait de clamer - très illogiquement mais d'autant plus fortement - que le parti avait toujours eu raison et qu'il n'avait jamais procédé à de brusques tournants de politique. Le Front populaire en particulier ne pouvait être à leurs yeux que l'aboutissement de la tactique du "front unique" et le résultat du revirement des socialistes qui, depuis 1923, avaient rejeté pas moins de 26 appels unitaires du PCF.

Cette histoire-fiction reçut ses premiers coups de canif dans les années 1970 quand, dans une série d'ouvrages moins schématiques et plus problématiques, les historiens "militants" toujours en biaisant et en un style contourné, souvent sous la forme prudente de questionnement, s'engagèrent dans une approche qui tenait davantage compte des réalités historiques. Mais l'impossibilité de porter atteinte à l'être profond du parti - ses relations avec Moscou - leur interdisait toute avancée décisive (1). La situation se débloqua peu à peu lorsque, parallèlement à l'évolution politique du pays et au déclin "historique" du PCF, l'Institut Maurice Thorez (devenu au début des années 1980 l'Institut de Recherches marxistes) autorisa certains de ces historiens "au-dessus de tout soupçon" à travailler sur les archives du PCF restituées à ce dernier, sous la forme de microfilms, par l'Institut du Marxisme-Léninisme de Moscou. Il en sortit quelques études universitaires "révolutionnaires".

La première d'entre elles est la thèse que soutint en 1977 Danielle Tartakowsky sous le titre : Ecoles et éditions communistes : essai sur la formation des cadres du Parti communiste français ; cette étude, qui portait sur la période

1920-1933, concluait que la ligne politique du PCF, ses infléchissements et ses brusques tournants s'expliquent, non point par des facteurs français, mais par l'influence de l'Internationale et même par les luttes de tendance au sein du parti bolchevick (2). Une autre thèse, beaucoup plus considérable par son ampleur et son apport historique (c'est une ancienne thèse de "doctorat d'Etat"), a été soutenue en 1990 par Serge Wolikov ; intitulée "Le PCF et l'Internationale communiste (1925-1933)", elle s'appuie sur le dépouillement minutieux des archives du PCF (3). Il s'agit d'un travail profondément novateur : d'abord en ce sens que, d'une manière qu'on n'imagine pas autrement que définitive, les interdits de naguère ont été totalement levés, que la démarche est celle de tout historien digne de ce nom, et que la dichotomie dont nous parlions entre historiographie communiste et historiographie non-communiste semble remise au magasin des accessoires périmés ; ensuite parce que l'étude de S. Wolikov, tout en confirmant dans leurs grandes lignes les analyses développées depuis plusieurs décennies par les "historiens non communistes sur les rapports du PCF avec l'IC (4), apporte à la connaissance de la question une foule d'informations nouvelles et fort précieuses. Il reste à souhaiter que ce travail fasse école et que la période 1934-1943 bénéficie rapidement de cette conjonction de facteurs favorables.

On l'a compris, le problème que nous allons tenter de synthétiser ne souffre de pénurie, ni d'études, ni désormais de sources. La difficulté est plutôt de faire le tri au sein d'une bibliographie considérable et qui, à un rythme sans doute relâché, continue à s'accroître (5).

2. Les sources.

Les mémoires et souvenirs de certains anciens responsables du PCF ont été particulièrement utiles aux historiens, notamment ceux de Henri Barbé, Albert Vassart et Jules Humbert-Droz (6) : tous des dissidents ; les ouvrages publiés par d'anciens dirigeants restés orthodoxes ne présentent à peu près aucun intérêt du point de vue central qui nous

intéresse, et les relations avec l'IC y sont toujours occultées ou euphémisées (7). Les archives privées ne semblent pas non plus susceptibles de nous apporter de substantiels renseignements, que ce soit celles d' André Marty ou celles de Marcel Cachin (8).

a. Les archives publiques.

Il s'agit des archives de l'administration et de la police. Cette source a été longtemps considérée par une certaine historiographie ouvrière comme une source impure et discutable impure en ce que, émanant de l'"ennemi de classe", elle était nourrie par les voies malhonnêtes de l'infiltration ; discutable et à n'utiliser qu'avec la plus extrême circonspection du fait que les informateurs de police, "intellectuellement inférieurs à ceux qu'ils surveillent" se révèlent incapables de comprendre en profondeur les milieux ouvriers ou socialistes. Tel était le sentiment de Christian Gras dans son étude sur Rosmer (9). L'opinion des historiens a beaucoup évolué depuis lors et à peu près tous considèrent désormais que, si elles constituent une source parmi d'autres et si leurs informations doivent passer au crible de la critique historique, elles représentent une documentation essentielle.

Leur intérêt est qu'elles couvrent avec une grande précision l'activité locale des partis et mouvements : leurs activités publiques, les manifestations, leurs rouages, leur audience en matière militante et électorale, leurs relations avec les autres organisations, etc. ; autrement dit, elles les étudient surtout de l'extérieur. Elles négligent généralement les questions idéologiques et apprécient les clivages internes essentiellement comme la traduction de divergences tactiques et d'oppositions de personnes. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait jamais eu d'informateur de police en place à un haut niveau de responsabilité au sein du mouvement communiste (10). Mais si tel fut le cas, ces informateurs furent impuissants à bien faire comprendre à l'extérieur le mode de fonctionnement intérieur du parti. Ce dernier était d'ailleurs si bien un "parti de type nouveau" et le bolchevisme - que nous connaissons bien aujourd'hui - un système tellement inimaginable,

que les contemporains, si haut placés qu'ils fussent, ne pouvaient guère en maîtriser la portée.

Ces archives publiques se sont ouvertes à partir des années 1970 ; elles sont le plus souvent consultables sur dérogation (s'agissant des Archives de la préfecture de police de Paris, cette dérogation n'est pas une simple formalité) :

- aux Archives nationales, la série F 7 contient ainsi plusieurs centaines de cartons qui concernent les côtés les plus variés de la vie du PCF et qui se trouvent classés par thèmes, par séquences chronologiques ou par séries départementales. Des milliers de documents se rapportent à l'activité du parti, de ses congrès et conférences nationales jusqu'aux cellules locales ; y figurent aussi les rapports réguliers des préfets et commissaires spéciaux, ainsi que des documents saisis chez des responsables et des militants. Certains cartons portent des titres qui, du point de vue des relations PCF/IC, peuvent sembler alléchants ; tel le F 7 13.494 : "URSS, relations avec le PCF", mais ses divers dossiers "Ambassade de l'URSS", "Notes confidentielles" etc. ne nous introduisent qu'indirectement et de façon très fragmentaire au coeur de notre problème.

- les Archives de la préfecture de police de Paris (APP), par leur richesse documentaire, doivent être aussi mentionnées, même si ce dernier trait y est davantage encore accusé. Elles renferment notamment plusieurs remarquables rapports de synthèse des Renseignements généraux. L'un d'eux, intitulé "Le Parti communiste - rapports, historique. Mai 1930" ne comporte pas moins de 195 pages ; après avoir rapidement retracé l'historique et analysé le programme du PCF, il s'attache à l'organisation du parti : tous ses organes sont passés en revue, ses effectifs évalués, sa situation financière, sa presse, ses liaisons avec l'Internationale soigneusement étudiées ; mais c'est surtout "l'action du parti" qui a retenu l'attention de la police, notamment "l'action commune" - avec les comités d'usines, les fractions, le Secours rouge international, les Amis de l'Union soviétique, etc. - et "l'action indépendante" : associations sportives, femmes,

coopératives, locataires, libres penseurs, groupes de combat ou de défense, action antimilitariste (11). Les historiens profitent donc à leur tour de cette remarquable connaissance des mouvements politiques et sociaux dont la police faisait à l'époque bénéficier les pouvoirs publics. Des dizaines d'autres dossiers concernent les manifestations communistes, celles du Premier mai, des 1er août (1929 à 1933), le "complot communiste" de 1929-1930, etc. Les dossiers personnels ne couvrent quant à eux qu'un spectre très réduit du monde dirigeant et, même s'ils sont copieux comme celui de Doriot, ils n'apportent pas d'information substantielle sur le problème clé des rapports PCF/IC.

b. Les archives du mouvement communiste international.

- Les archives du PCF restituées sous forme de microfilms par l'Institut du Marxisme-léninisme de Moscou ne sont accessibles aux chercheurs que sur dérogation. Elles rassemblent elles aussi des textes officiels, des circulaires, des comptes rendus de réunions, des rapports sur l'activité du parti, ses effectifs et son organisation, la correspondance de dirigeants qui se trouvaient éloignés de Paris, etc. On y trouve les archives des sections de travail spécifiques : main d'oeuvre étrangère, section syndicale, propagande, organisation ; les archives des organes régionaux ; et surtout les procès-verbaux des réunions du Bureau politique et du Comité central : jusqu'en 1935, les procès-verbaux du BP surtout sont de grande qualité et particulièrement précieux ; prise en sténographie, l'intervention des orateurs successifs est restituée sous forme dactylographiée. Tous ces documents, qui semblent avoir été transmis régulièrement à Moscou (le PCF n'en conservant que les doubles - et ce sont ces doubles qui disparurent au cours de la deuxième Guerre mondiale) permettaient à l'IC de contrôler, en langage bolchevique de "suivre", l'activité de sa section française. Après 1935, les réunions du BP ne donnent plus lieu qu'au résumé des discussions et au relevé des décisions adoptées, ce qui ôte beaucoup d'intérêt à ces comptes rendus.

- Les archives de l'Internationale communiste, dont l'accessibilité fut longtemps du domaine du vœu pieux, se sont,

sous Gorbatchev, entrouvertes aux historiens du sérail. Au cours des années 1986-1989, Serge Wolikov a ainsi pu consulter quelques archives du Secrétariat latin, qui fut chargé de "suivre" le PCF à partir de 1927, ainsi que les archives de la CGTU qui, envoyées à l'Internationale Syndicale Rouge, sont conservées également à l'Institut du Marxisme-léninisme de Moscou. Les unes et les autres, nous montre-t-il à loisir, sont d'une grande richesse (12).

c. Les sources imprimées.

Elles reprennent souvent, sous une forme à peine modifiée - nous dit encore Serge Wolikov -, les documents d'archives. Mentionnons très rapidement les rubriques internationales de l'Humanité, les articles des Cahiers du bolchevisme (dont la parution fut mensuelle ou bimensuelle à travers la période), et surtout l'hebdomadaire Correspondance internationale, dont l'édition française, même si elle n'était pas aussi complète que l'édition allemande, apparaît de grande qualité jusqu'en 1928-1929 (ensuite, du fait de la censure du système, des lacunes apparaissent et les débats des instances dirigeantes du mouvement communiste international ne sont plus rapportés). Faut-il enfin évoquer la masse des brochures et publications diverses, dispersées aujourd'hui dans de multiples bibliothèques ou centres d'archives, mais qui la plupart du temps se recoupent, se répètent et souvent reprennent des textes déjà publiés.

On le voit, le problème des relations entre le PCF et l'IC peut désormais être assez bien cerné, au moins jusque vers 1935. Si quantité de points demeurent à préciser, le cadre en est assez bien connu et la période correctement balisée. Loin de viser à l'exhaustivité, les développements qui vont suivre s'efforceront seulement de souligner à grands traits l'évolution des relations entre le PCF et l'IC au cours de quelques séquences chronologiques bien typées et de distinguer les éléments qui semblent à peu près acquis des problèmes qui restent à creuser.

3. De la création du PCF à la bolchevisation (1920-1927).

Après les travaux d'Annie Kriegel et l'édition critique des textes du Congrès de Tours publiée en 1980 aux Editions sociales (13), la fondation du Parti et le rôle qu'y a joué l'Internationale semblent assez bien connus. De leur cellule à la prison de la Santé, les deux secrétaires du "Comité de la Troisième Internationale" membres de la SFIO, Boris Souvarine et Fernand Lorient (le troisième secrétaire du Comité, Pierre Monatte, n'appartenait pas au parti), ont activement contribué à la rédaction de la motion d'adhésion à la IIIe Internationale. Souvarine affirme même : "Tout s'est passé dans ma cellule, au quartier politique de la prison, entre le rédacteur que j'étais et les camarades directement impliqués dans la rédaction, c'est-à-dire, outre Lorient et Monatte, les interprètes de la tendance Cachin-Frossard (...), principalement Amédée Dunois, et les émissaires de l'Internationale communiste" (14). Parmi ces derniers, la présence d'Abramovitch Zalevski et bien évidemment de Clara Zetkin est attestée - elle fut suffisamment dénoncée par certains opposants, la grande presse avait même déjà surnommé Zalevski "l'oeil de Moscou" -. Cependant on passe généralement sous silence les noms de Vladimir Diogott et d'Hélène Sokolovskaïa qui, avec Zalevski, constituaient la représentation officielle de l'IC. Le rôle de ce trio est mal connu ; Souvarine affirme qu'ils "voulurent nous donner des instructions" et que lui-même et Lorient finirent par obtenir leur rappel à Moscou(15). Sans doute les archives du PCF - plus exactement alors du "Parti socialiste SFIC" - et de l'IC apporteront-elles quelque information sur leur rôle à Tours et dans les mois qui suivirent.

On sait que la crise entre l'IC et sa section française s'ouvrit dès l'été 1921 après l'adoption par le IIIe Congrès de l'IC (22 juin-12 juillet) et la confirmation par le Ier Plenum de son Exécutif (18 décembre), du mot d'ordre de "front unique prolétarien" qui traduisait la volonté de créer des partis communistes de masse. La nouvelle tactique, provoquée par le reflux des mouvements révolutionnaires en

Europe, fut fort mal accueillie par les militants français qui y virent un relent d'opportunisme et l'aveu du sacrifice inutile qu'ils avaient consenti à Tours en rejetant le groupe Longuet. Le centre et la droite du parti dénonçaient l'ingérence de Moscou dans les affaires françaises ; Boris Souvarine, qui représentait à Moscou la SFIC à laquelle il transmettait les directives, informations et admonestations de l'Internationale, était dénoncé comme le tenant d'un "centralisme oligarchique" ; et l'on sait qu'il ne fut pas réélu à son poste par le Congrès de Marseille (décembre 1921). Bien plus, le Comité directeur vota à la quasi-unanimité, le 17 janvier 1922, un ordre du jour déclarant le front unique inapplicable en France. Paris se dressait donc contre Moscou.

Toute l'année 1922 se passa en semonces du CE de l'IC, tant pour rétablir son autorité que pour installer une direction solide à la tête du PCF. Malgré les efforts acharnés de Jules Humbert-Droz, nouveau représentant de l'IC auprès du parti français, appuyé par Manouïlski lors du Congrès de Paris (15-19 octobre 1922), la tendance centriste majoritaire ne voulut rien entendre. On sait que le IVe Congrès de l'IC (4 novembre-5 décembre 1922) exigea la mise à l'écart d'un certain nombre de dirigeants et de membres de la rédaction de l'Humanité, notamment des francs-maçons et des membres de la Ligue des Droits de l'Homme ; que le malaise qui s'ensuivit culmina le 1er janvier 1923 avec la retentissante démission de Frossard de son poste de co-secrétaire général du parti et du parti lui-même ; et que la crise fut brusquement résolue par la répression qui s'abattit sur le PCF lors de l'occupation de la Ruhr par l'armée française, quelques jours à peine après l'éclat de Frossard. Ces péripéties sont bien connues depuis la parution des mémoires de Jules Humbert-Droz (16). Comme ce dernier a, au moins partiellement, publié les documents qu'il avait envoyés à l'IC et qu'il avait reçus d'elle, on peut supposer que les archives de l'Internationale contiennent entre autres leurs originaux. Il sera utile de vérifier, et surtout de compléter.

Sur la période de la bolchevisation (en gros de 1924 à 1927), nous connaissons le cadre - l'introduction

au sein du PCF des querelles propres au PCUS -, non point le détail des relations entre l'IC et le parti français, jusqu'à ce que la thèse de Serge Wolikoff vienne nourrir et parfois rectifier notre information. On savait par exemple que la "question française" avait été longuement discutée lors du VI^e Plenum de l'IC (février-mars 1926), mais pas comment la nouvelle direction du PCF avait fini par en émerger : après avoir vainement pris position pour le maintien de Treint et de Suzanne Girault, qui avaient eu à ses yeux le mérite de lutter contre la droite, Staline proposa au Plenum une liste de quatre noms pour assurer cette direction ; il s'agissait de Sémard, Crémet, Doriot et Monmousseau (quand on la publia en 1949, on substitua le nom de Thorez à celui du "renégat" Doriot...). Les deux derniers soutenaient fermement Staline : Doriot afin d'obtenir son appui pour parvenir au secrétariat général du parti, Monmousseau pour tenter de ménager à la CGTU la plus large latitude par rapport au parti. Mais la grande majorité des délégués français prirent nettement position en faveur de Sémard, par hostilité au tandem Treint-Suzanne Girault dont le comportement autoritaire s'était traduit en 1925 par une coupure croissante entre le centre et les régions. Eux aussi très hostiles à l'ancienne direction, plusieurs dirigeants non Russes de l'IC, en particulier Humbert-Droz et Togliatti, appuyèrent Sémard. Celui-ci devint ainsi le principal dirigeant du PCF ; il inaugura un mode de direction plus collégial et plus autonome par rapport à l'IC - au moins jusqu'à l'été 1927 -. Pour S. Wolikoff, l'échec de Staline s'explique par l'autorité limitée qui était alors la sienne et par l'accord qu'il avait passé avec la minorité du PCUS de laisser les problèmes du parti bolchevik en dehors de l'IC (17).

4. "Classe contre classe" (1927-1934).

a. La nouvelle tactique.

Les rapports PCF-IC passèrent par une période de vive tension à partir de l'été 1927. Au sein du PCUS, attaqué par

l'opposition, Boukharine contre-attaqua en adoptant des positions beaucoup plus à gauche que celles qu'on lui prêtait d'ordinaire, aux fins de prouver l'inanité des reproches qui lui étaient adressés ; dans l'appareil de l'IC, ce sont les dirigeants les plus proches de lui, Togliatti et surtout Humbert-Droz, qui prirent l'initiative de raidir la politique des PC français et anglais et de leur faire abandonner la tactique d'alliance électorale qu'ils pratiquaient avec les socialistes. On sait que le Comité central des 8-9 novembre 1927, après avoir entendu un rapport de Thorez qui tentait d'appuyer sur une compilation de données éparses et inconsistantes les thèses de la détérioration économique et de la radicalisation de la classe ouvrière, approuva le texte de la "lettre ouverte aux membres du parti" : seul Renaud Jean (député du Lot-et-Garonne, responsable de la section paysanne) manifesta son hostilité en s'abstenant.

Mais la publication de la "lettre ouverte" dans l'Humanité du 19 novembre ne résolut rien et la direction du parti resta divisée : deux mois plus tard, le 11 janvier 1928, le CC n'approuva que par 23 voix contre 13 la résolution du BP proposant de s'en tenir au document : Jacob, Doriot, Louis Sellier, mais aussi Sémard manifestaient leur hostilité, de même Cachin qui tentait de biaiser ; une région clé comme le Nord était farouchement contre, car le Parti risquait d'y être totalement isolé. L'Internationale pesa de toute son influence, en la personne de son délégué en France, Petrovsky dit "Jean", qui s'appuya sur Thorez et sur quelques fidèles comme Ferrat et la direction des Jeunesses communistes. Finalement, à la Conférence nationale des 28 janvier-1er février 1928, les membres du BP acceptèrent de taire leurs divergences devant le Parti et reprirent les thèses de l'IC en produisant une autocritique collective : le Parti "a sous-estimé l'offensive patronale et gouvernementale", a donné dans le légalisme, "n'a pas expliqué la nature des dangers de guerre et n'a pas su développer le Front unique à la base". Cette thèse du danger de droite, développée précédemment

sans succès par Trotski et Zinoviev contre les directions du PCUS et de l'IC, était désormais reprise par Staline contre ses anciens alliés Boukharine, Rykov et Tolski (18).

Les archives dépouillées par Serge Wolikoff sont beaucoup plus prolixes que n'en donne l'idée cet aperçu cursif. Notons par exemple qu'après le premier tour de scrutin des législatives (28 avril 1928), une discussion eut lieu à Moscou entre Staline, Boukharine et Humbert-Droz : ce dernier craignait maintenant que le PCF ne versât dans le gauchisme ; on évoqua l'éventualité d'un télégramme qu'on enverrait à sa direction pour recommander des désistements en faveur de socialistes : bénéficiant de la même attitude de la part de ces derniers, le parti pourrait éviter le désastre électoral. En fait ce télégramme fut bien expédié au PCF, via Berlin, mais il ne parvint jamais à destination car, écrit S. Wolikoff, Manouïlski l'avait arrêté (19).

b. Le creux de la vague.

Les thèses relatives à la "troisième période" et à la radicalisation des masses se révélèrent, comme on sait, totalement mythiques. Et à force de parler et d'agir comme si elles étaient fondées, le PCF vit son audience se réduire sévèrement, et les grandes manifestations qu'il lança dans les années 1928-1932 sous l'aiguillon de l'IC furent des échecs cinglants. Lors des "Journées internationales d'action contre la Guerre impérialiste et pour la défense de l'Union soviétique", ordonnées à toutes ses sections par l'IC pour le 1er août 1929 (et renouvelées jusqu'en 1933), comment aurait-il pu faire croire à une agression imminente des pays capitalistes contre l'URSS ? De même, lors des "Journées internationales contre le chômage" (6 mars 1930, 25 février 1931, 4 février 1932), comment aurait-il réussi à mobiliser une classe ouvrière non touchée, puis très peu atteinte par le chômage ? Le décalage était saisissant entre une situation que chacun se trouvait à même d'apprécier, et une logomachie de plus en plus révolutionnaire par laquelle le parti français tentait de masquer l'irréalité des directives venues de Moscou (20).

Il n'est donc pas étonnant de constater qu'au cours de ces années, les effectifs communistes fondent comme neige au feu. Les archives du PCF confirment globalement l'évolution qu'avait naguère établie Annie Kriegel (21), mais elles situent l'étiage en 1931, non en 1933 - de peu, il est vrai, et après un léger redressement en 1932. Voici, arrondis à la centaine la plus proche, les chiffres donnés par S. Wolikov (2

1925	58.600	1930	28.100
1926	55.200	1931	25.300
1927	55.500	1932	32.300
1928	-----	1933	28.500
1929	42.600	1934	41.300

Après la stabilisation de 1926-1927, le décrochage atteint en 1931 est donc supérieur à la moitié des effectifs, et ce, surtout dans des régions comme le Nord ou la région parisienne où le Parti était le plus actif. Les cadres les plus expérimentés étaient démis ou exclus : à Paris, il n'y eut pas moins de onze secrétaires régionaux successifs en 1929 et 1930. Dans le 2^e rayon de la Région parisienne, une commission de révision fut chargée, en octobre 1929, de "contrôler la vie privée des adhérents (...) et d'exclure tous ceux qui entretiennent des rapports même sentimentaux avec les indésirables"! Ce gauchisme échevelé visait à préparer le Parti à l'illégalité (23).

La courbe des ventes totales de l'Humanité, toujours en retrait de 30 à 40.000 exemplaires par rapport à son tirage, correspond en gros à cette évolution : /assez forte croissance jusqu'en 1928, puis /forte dépression de 1929 à 1934, qui se creuse en 1931-1932 :

1925	140.000	1930	134.000
1926	158.000	1931	124.300
1927	172.000	1932	125.750
1928	191.000	1933	131.100
1929	140.000	1934	160.000

c. La chute du "groupe Barbé-Celor".

La situation était si catastrophique qu'un léger tournant tactique à droite fut décidé par l'IC en avril 1930 et appliqué par le Comité central en juillet : sa session des 17-18 juillet se fixa pour objectifs la "lutte sur deux fronts", "contre les opportunistes de droite et les sectaires de gauche". Ce changement se révéla tout à fait insuffisant. Aussi, en juillet 1931, Manouïlski, secrétaire de l'IC, vint-il lui-même à Paris faire "sauter" la direction du Parti que l'Internationale avait elle-même installée en 1928 et qu'animait le "noyau de la jeunesse", dénoncé bientôt comme le "groupe Barbé-Celor". Ce fut sans doute le premier "procès de Moscou" à Paris.

La question est trop bien connue aujourd'hui pour que nous nous y attardions. On permettra peut-être à l'auteur de ces lignes d'évoquer avec un souvenir amusé un vieil article qu'il avait consacré à cette affaire en 1969, où il avançait ces mêmes conclusions et qui n'alla pas sans provoquer quelques remous dans le petit monde universitaire. Dans sa thèse soutenue en 1977, Danielle Tartakowsky écrivit quelques phrases elliptiques sur cet épisode, mais ne minimisa pas le rôle décisif de l'Internationale et évoqua Barbé et Celor comme des "victimes expiatoires de quelque sacrifice symbolique". Tout en nuancant peut-être certains points, Serge Wolikov, vingt ans plus tard, reconnaît les évidences (24).

Plus intéressantes peut-être sont les précisions sur l'évolution de la "ligne" que révèlent les archives du PCF. Elles soulignent à quel point de dépendance était arrivé ce dernier par rapport à l'IC. Au début de l'année 1932, le PCF demande ainsi que la venue de sa délégation à Moscou, composée de quatre de ses principaux dirigeants, soit quelque peu avancée afin qu'ils puissent participer à la préparation du VIIe Congrès ; refus de l'IC ; finalement la date du Congrès devra être repoussée et ses projets de thèse comme son ordre du jour devront être remaniés (25).

Très intéressantes également sont les informations sur la chronologie des légères ouvertures et des fermetures confirmées qu'impose ou que permet l'IC au Parti français,

par exemple en 1932-1933 : à l'automne 1932, le PCF s'adresse ainsi directement aux dirigeants socialistes aux fins de débattre directement avec eux ; le 16 janvier 1933, une réunion au sommet se tient même avec la SFIÖ et le PUP (Parti d'Unité prolétarienne) en vue d'organiser des meetings communs ; mais une nouvelle réunion, prévue pour le 7 février, n'aura pas lieu car Thorez, qui est l'initiateur du mouvement, reviendra de Moscou avec la consigne d'arrêter ces pourparlers ; l'autocritique va suivre et l'IC reprendra la situation bien en main. Il semble aussi que le fossé entre communistes et socialistes n'était pas aussi profond en France que dans l'Allemagne d'avant Hitler : les traditions historiques et le poids du passé l'expliqueraient en partie, mais aussi l'action politique et syndicale des communistes français qui se seraient avidement saisis de toute miette de liberté pour pousser en ce sens (26).

4. Le Front populaire et la guerre (1935-1943).

a. Le Front populaire.

Les origines du Front populaire sont à rechercher du côté de l'IC : à Moscou autour de Manouïlski ; à Paris avec Eugène Fried, alias Clément, qui depuis 1931 et de concert avec une équipe de révolutionnaires professionnels internationaux (dont Anna Pauker et Georges Kagan), contrôlait étroitement la direction du PCF et achevait de le structurer sur le modèle soviétique. Mais si le rôle de Moscou fut décisif, il semble avoir consisté plus en la levée d'une interdiction, celle d'une entente avec les socialistes, que dans l'impulsion de la nouvelle politique où Thorez - sans doute conseillé par Fried - eut un poids essentiel. Là encore les archives du PCF et de l'IC pourront nous éclairer, de même sur l'aide financière considérable qu'apportait l'Internationale à un parti doté bientôt de plusieurs milliers de permanents.

La question de la participation éventuelle du PCF au ministère Blum de juin 1936 a longtemps semblé plus incertaine. Dans ses Mémoires, Jacques Duclos a contribué à l'obscurcir en évoquant une séance du BP où ce problème fut débattu et

en brossant le portrait d'un "Maurice Thorez magnifique d'audace et sûr de lui [qui] exposa les avantages qu'il y aurait à pouvoir influencer la politique du futur gouvernement de l'intérieur" ; la majorité du BP ne l'aurait pas suivi dans cette voie. Les spécialistes de l'histoire du PCF ont depuis longtemps souligné que cette relation ne correspond en rien à ce qu'on sait du fonctionnement interne du PC, et certains ont émis l'hypothèse qu'il s'agirait là d'une "bonne manière" faite à Thorez par-delà la tombe, afin de dégager sa responsabilité d'une décision qui a été ultérieurement considérée comme une erreur (27). Plus récemment un historien hongrois a affirmé qu'il ressortait des archives et publications de l'IC que "le Komintern n'a point exigé du PCF de ne pas participer au gouvernement" et qu'il a simplement avalisé le refus du BP du PCF décidé le 14 mai 1936 (28). Mais Serge Wolikoff rappelle qu'au cours de la campagne électorale, le Parti avait déjà fermement indiqué qu'il ne participerait pas au gouvernement, et il estime que cette décision était prise depuis novembre ou décembre 1935 : le PCF, qui penchait pour la participation, avait été alors critiqué par les organes dirigeants de l'IC qui considéraient qu'il "se ferait piéger" dans une expérience gouvernementale où il serait minoritaire (29). Le problème n'est donc pas tout à fait clos.

b. La guerre.

- La signature du pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne nazie, annoncée le 23 août 1939, plongea les communistes français dans la stupeur et le désarroi. Aucun de leurs dirigeants n'avait été prévenu d'une réorientation possible de la politique extérieure soviétique ; ils se trouvaient d'ailleurs à peu près tous absents de Paris. Après deux jours où la ligne qui prévalut fut celle d'une foi sans faille et d'un attachement indéfectible envers l'URSS, les déclarations et articles de presse prirent à la fin du mois d'août une coloration patriotique : le PCF approuvait le pacte, tout en proclamant qu'il n'était pas contradictoire avec la lutte nationale. Dès la mi-septembre, cette attitude fut ouvertement critiquée par l'Internationale qui transmet

ses instructions à plusieurs dirigeants ou militants français : Raymond Guyot et Arthur Dallidet (à Moscou), Duclos et Frachon (à Lille où ils rencontrèrent Fried), Mounette Dutilleul (que Fried chargea, le 29 septembre, de transmettre à la direction des informations sur le traité germano-soviétique signé la veille). Désormais le PCF développa la thèse des deux impérialismes antagonistes et, surtout après la rencontre de Bruges le 9 octobre entre Fried, Thorez et Ramette, mit en avant le mot d'ordre de paix immédiate qui correspondait étroitement aux besoins d'une URSS soucieuse de ne pas se laisser entraîner dans une guerre européenne et désireuse de faire avaliser ses gains de territoires. Tels sont les faits qu'ont fini par reconnaître depuis une dizaine d'années les historiens proches du Parti (30), mais auxquels les archives de l'IC pourraient apporter plus de cohérence.

- L'Internationale continue-t-elle à imposer aussi nettement ses directives après la débâcle de 1940 ? C'est là que les sources soviétiques seraient les plus utiles. Pourtant le grand colloque universitaire d'octobre 1983 et les discussions qui l'ont suivi ont contribué à dégager l'histoire de certaines légendes ou "fraudes pieuses" qui l'encombraient encore (31). Un accord à peu près général s'est ainsi réalisé sur la matérialité d'un certain nombre de faits, par exemple sur le rôle de Maurice Tréand dans les démarches auprès de l'occupant en vue de la réparation légale de l'Humanité. Arthur Dallidet a d'ailleurs expliqué par la suite que ces démarches résultaient d'une décision des cadres parisiens du PCF, prise en l'absence de Duclos et de Frachon (32).

Les historiens s'accordent également à considérer que, dans une période de clandestinité et presque de déliquescence du Parti, un bon nombre d'éléments stratégiques ou tactiques émanant de l'IC ont dû rester ignorés d'une large fraction des militants. Ces derniers ont souvent réagi aux événements en fonction de leur culture et de leur tempérament politiques. Lors du VIIe Congrès de l'IC, W. Pieck avait déjà souligné : "Dans tous les grands partis communistes des grands pays,

il s'est déjà formé des dirigeants fidèles à nos principes et capables de résoudre de façon indépendante, en se basant sur les décisions de nos congrès et assemblées plénières, les questions politiques et tactiques les plus complexes de leurs pays" (33). Il ne faut certainement pas considérer que toutes les positions adoptées par le PCF dissous émanent de l'IC ou de la diplomatie soviétique (34). Mais la ligne et la stratégie du Parti, qui sont à rechercher non point dans telles ou telles initiatives locales, mais dans les textes de l'Humanité clandestine, semblent bien correspondre - au moins jusqu'à plus ample informé - aux directives de l'IC et à la stratégie de l'Union soviétique.

Conclusion.

Depuis une dizaine d'années, on le voit, l'historiographie a réalisé d'immenses progrès sur le terrain réputé naguère brûlant des rapports entre le PCF et l'IC. Les historiens communistes ou compagnons de route étaient la proie d'une tenace obsession - à laquelle tous n'ont peut-être pas renoncé - : la crainte que le PCF puisse apparaître comme le "parti de l'étranger". Beaucoup ont cependant fini par admettre l'évidence : qu'il était une section d'un mouvement international dont la direction se trouvait à Moscou. L'ouverture des archives a fait le reste, au moins pour la période 1920-1935. Ces archives fournissent une masse d'information et contribuent à rectifier des schématismes : le rôle de Staline en 1927-1929 semble ainsi avoir été surestimé dans l'adoption de la tactique "classe contre classe" qui apparaît plutôt comme une fuite en avant des dirigeants de l'IC après leurs échecs en Chine et en Grande-Bretagne ; ^{de même} la nouvelle orientation ^{et elle} / été l'objet, au sein des instances dirigeantes du PCF, d'une opposition beaucoup plus étoffée qu'on ne l'avait cru, etc.

Mais nombre de points restent en suspens. A ceux que nous avons mentionné chemin faisant, ajoutons en vrac : le rôle exact d'Humbert-Droz, dont Souvarine prétend qu'il a "racheté" son amitié avec Boukharine après la chute de celui-ci

en devenant un agent des services secrets soviétiques (35); l'influence d'Eugen Fried dans la constitution du Front populaire, les raisons de son assassinat vraisemblable par le GPU à Bruxelles en 1943 ; l'importance et les modalités de l'aide financière de l'IC (ou tout simplement de l'URSS) au PCF ; la "prise en charge" à Moscou par l'appareil international des militants des Ecoles internationales et des dirigeants qui, comme Barbé et Celor en 1931, avaient été démis de leurs fonctions. L'ouverture qu'il faut espérer prochaine des archives de l'IC permettrait aussi, au-delà du problème des relations organiques entre l'IC et le PCF, de mieux cerner la spécificité de la section française de l'IC : certes les instances dirigeantes de l'IC n'ont-elles cessé d'instruire la critique d'un PCF trop tourné vers le passé et vers le monde de la petite entreprise, trop peu attentif à l'industrialisation et à la concentration économique, trop électoraliste et parlementariste, pas assez bolchevique en un mot ; mais ne s'agissait-il pas, au moins en partie, d'un langage codé, d'une critique déguisée de déviations effectives ou supposées et d'une insoumission toujours virtuelle, voire de manifestations de mécontentement des instances internationales devant les résultats auxquels conduisait la ligne qu'elles avaient elles-mêmes imposée ? Sur ce problème comme sur bien d'autres, on peut raisonnablement espérer que la recherche historique va continuer à avancer rapidement.

NOTES

- (1) Voir par exemple Roger Bourderon et al., Le PCF. Etapes et problèmes, 1920-1972, Ed. sociales, 1981 (sauf indication contraire, tous les ouvrages mentionnés ont été édités à Paris)
- (2) Thèse publiée, sous forme allégée, en 1980 par les Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques (FNSP), sous le titre, Les premiers communistes français, 216 p.
- (3) Cette thèse, dont le manuscrit ne compte pas moins de 6 volumes (2.100 pages de texte et 539 pages d'annexe), n'est pas encore publiée.
- (4) Qu'on me permette de citer en vrac, sans souci de protocole ni d'exhaustivité, les noms d'Annie Kriegel, Philippe Robrieux, Pierre Broué, Ronald Tiersky, Jean-Jacques Becker et, accessoirement, de moi-même.
- (5) Mentionnons surtout ici les travaux publiés par Communisme, revue du Centre d'études d'histoire et de sociologie du communisme, dirigée par Stéphane Courtois et Annie Kriegel, et les Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes
- (6) Henri Barbé, Souvenirs de militant et de dirigeant communiste, et Albert Vassart, Mémoires, manuscrit, s.l.n.d. (consultable à l'Institut d'histoire sociale, Paris) ; Jules Humbert-Droz, De Lénine à Staline, tome 2, Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, et L'oeil de Moscou à Paris, Julliard, 1964, collectif Archives, introduction et notes par Annie Kriegel.
- (7) Voir les Mémoires de Jacques Duclos, Fayard, 6 volumes.
- (8) Les archives d'André Marty, qui consistent essentiellement en brochures et documents imprimés, sont conservées à l'Institut français d'histoire sociale ; celles de Marcel Cachin par sa famille, mais l'on sait que ses Carnets sont en cours de publication par les soins d'une commission d'historiens.
- (9) Christian Gras, Alfred Rosmer et le Mouvement révolutionnaire international, Maspero, 1971, p. 11-12.

(10) Voir dans notre ouvrage La police de l'ombre. Indicateurs et provocateurs dans la France contemporaine, Ed. du Seuil, 1990, le chapitre VI où nous évoquons longuement "Doriot et Gitton. Deux cas mystérieux du PCF".

(11) Archives de la Préfecture de police de Paris, carton B/a 100.

(12) Dans sa bibliographie, Serge Wolikov cite 21 cotes d'archives émanant du Secrétariat latin et 25 cotes des archives de l'ISR.

(13) Annie Kriegel, Aux origines du communisme français, 1914-1920, Mouton, 1964, 2 volumes, et Le Congrès de Tours (1920), Julliard, 1964, collection Archives ; Le Congrès de Tours, édition critique réalisée par Jean Charles, Jacques Girault, Jean-Louis Robert, Danielle Tartakowsky, Claude Willard, Editions sociales, 1980.

(14) Boris Souvarine, Autour du Congrès de Tours, Editions Champ libre, 1981, 78 p.

(15) Ibid., p. 69.

(16) Jules Humbert-Droz, ouvrages cités supra.

(17) Sur tout ceci, voir Serge Wolikov, thèse citée, chapitres 4 à 6.

(18) Ibid., chapitres 17 et 18.

(19) Ibid., p. 1118-1119 ; le développement de l'auteur sur cette question mériterait d'être éclairci et étoffé.

(20) Nous avons développé ce thème à propos de la région parisienne dans notre Saint-Denis la ville rouge, 1890-1939, Hachette, 1980, ch. 13.

(21) Annie Kriegel, Le pain et les roses, PUF, 1968, p. 175-204

(22) Chiffres tirés de Serge Wolikov, thèse citée, tome 6, p. 60 et 77.

(23) Ibid., p. 1615 sq.

- (24) Voir Jean-Paul Brunet, "Une crise du Parti communiste français : l'affaire Barbé-Celor", Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome XVI, juillet-septembre 1969, p. 439-461 ; Danielle Tartakowsky, op. cit., p. 143-146 ; et Serge Wolikov, op. cit., ch. 28.
- (25) S. Wolikov, *ibid.*, p. 1904-1905.
- (26) *Idid.*, chapitres 30 et 31.
- (27) Jacques Duclos, Mémoires, tome 2, 1925-1933. Aux jours ensoleillés du Front populaire, Fayard, 1969, p. 147. L'hypothèse indiquée a été formulée par Annie Kriegel, et reprise notamment par moi-même in Histoire du PCF (1920-1982), PUF, 1982
- (28) Gábor Székely, "Le Komintern, l'Internationale ouvrière socialiste et le Front populaire français", Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes, n° 27, 1987, p. 126-127 ; l'auteur n'indique malheureusement pas ses sources.
- (29) Serge Wolikov, "Le Front populaire comme orientation stratégique", Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes, n° 27, 1987, p. 20-22 ; l'auteur cite comme sources un article de Kuusinen dans l'Internationale communiste de janvier 1936 et une lettre de Togliatti à G. Dozza en date du 17 novembre 1935, in Palmiro Togliatti, Opere, tome IV.
- (30) Voir Francis Crémieux et Jacques Estager, Sur le parti. 1939-1940, Messidor, 1983 ; Roger Martelli, "L'été de 1939", Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes, n° 38, 1989, p. 5-45.
- (31) Les actes de ce colloque ont été publiés en deux volumes : Le Parti communiste des années sombres (1938-1941), Ed. du Seuil, 1986 ; et Les communistes français de Munich à Châteaubriant (1938-1941), Presses de la FNSP, 1987.
- (32) Raymond Dallidet, "Eté 40 à Paris", Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes, n° 42, 1990, p. 125-142.
- (33) Cité par Maurice Moissonnier, "Le parti communiste français des années sombres (1938-1941)", Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches marxistes, n° 31, 1987, p. 150-151.
- (34) Ainsi que le réclame Maurice Moissonnier, *ibid.*
- (35) Boris Souvarine, op. cit., p. 47-48.